2017_CT2_392

OBJET : Aménagement du territoire - Déplacements, mobilité transports et infrastructures - AVIS - Approbation de l'avenant n°9 à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains Aix en Bus

Le 12 octobre 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes au Puy-Sainte-Réparate, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 6 octobre 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – ALBERT Guy – AMAROUCHE Annie – AMEN Mireille – ARDHUIN Philippe – BARRET Guy – BOUDON Jacques – BOULAN Michel – BUCCI Dominique – BURLE Christian – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CIOT Jean-David – CORNO Jean-François – CRISTIANI Georges – DAGORNE Robert – de BUSSCHERE Charlotte – de SAINTDO Philippe – DELAVET Christian – DI CARO Sylvaine – FERAUD Jean-Claude – GALLESE Alexandre – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – JOISSAINS Sophie – LAFON Henri – LHEN Hélène – MANCEL Joël – MARTIN Régis – MEÏ Roger – MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – PAOLI Stéphane – PELLENC Roger – POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SUSINI Jules – TALASSINOS Luc – TAULAN Francis – TRAINAR Nadia – YDE Marcel – ZERKANI-RAYNAL Karima

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à RENAUDIN Michel – AMIEL Michel donne pouvoir à BUCCI Dominique – AUGEY Dominique donne pouvoir à DI CARO Sylvaine – BACHI Abbassia donne pouvoir à MERGER Reine – BALDO Edouard donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – BENKACI Moussa donne pouvoir à GALLESE Alexandre – BONTHOUX Odile donne pouvoir à BOUDON Jacques – BOUVET Jean-Pierre donne pouvoir à SUSINI Jules – BRAMOULLÉ Gérard donne pouvoir à PAOLI Stéphane – DEVESA Brigitte donne pouvoir à TAULAN Francis – FABRE-AUBRESPY Hervé donne pouvoir à TRAINAR Nadia – FILIPPI Claude donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – FREGEAC Olivier donne pouvoir à RAMOND Bernard – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – HOUEIX Roger donne pouvoir à MARTIN Régis – LENFANT Gaëlle donne pouvoir à CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – MALAUZAT Irène donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – NERINI Nathalie donne pouvoir à MENFI Jeannot – PERRIN Jean-Marc donne pouvoir à ZERKANI-RAYNAL Karima – PRIMO Yveline donne pouvoir à MEÏ Roger – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre donne pouvoir à JOISSAINS Sophie – SLISSA Monique donne pouvoir à CALAFAT Roxane – TERME Françoise donne pouvoir à POLITANO Jean-Jacques

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : BORELLI Christian – BOYER Raoul – GARELLA Jean-Brice – GROSSI Jean-Christophe – JOUVE Mireille – LAGIER Robert – LEGIER Michel – MICHEL Marie-Claude – MORBELLI Pascale – PEREZ Fabien – PIZOT Roger – PROVITINA-JABET Valérie – ROLANDO Christian – ROUVIER Catherine

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Guy BARRET donne lecture du rapport ci-joint.

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

**Aménagement du territoire
Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

■ Séance du 12 octobre 2017

03_2_11

■ **Approbation de l'avenant n°9 à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains Aix en Bus**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Transports, Déplacements et Accessibilité

■ Séance du 19 Octobre 2017

4979

■ Approbation de l'avenant n°9 à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains Aix en Bus

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de Délégation de Service Public (DSP). L'évolution de ce contrat régulièrement rendue nécessaire par l'adaptation de l'offre engendre des modifications des conditions d'exploitation. Les objectifs de développement durable, les dispositions transport de la loi de transition énergétique imposent de recourir à des outils et matériels modernes propres à développer l'attractivité du transport public urbain pour organiser et répondre aux besoins en déplacement toujours croissants de la population. Depuis 2012, les parties à la convention de DSP « Aix en Bus » optimisent par voie d'avenants les services rendus aux usagers et depuis 2016, la modernisation du réseau monte en puissance, avec la mise en service du P+R Krypton et d'un service d'aide à l'exploitation et d'information voyageurs performant, puis en 2017 avec le lancement des travaux d'une ligne BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) qui sera mise en service à l'horizon 2019 via des matériels électriques. A deux ans de l'échéance de la convention de DSP, études et réflexions ont été échangées entre le Délégué et la Métropole Autorité délégante. Le présent avenant, après avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole, introduit les actions qu'il convient aujourd'hui d'envisager et d'organiser pour que les engagements pris se poursuivent dans les meilleures conditions.

1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »

A/ Consistance de l'offre de transports urbains

Activités principales de la DSP Aix en Bus

Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le Tholonet, Saint-Marc-Jaumegarde et l'intégration de Venelles,
- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),
- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre ville, ainsi qu'une agence mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,
- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

Activités connexes intégrées au contrat de DSP

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix-en-Provence,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard,
- Parcs relais.

B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2017

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil communautaire de la CPA le 12 juillet 2012, a porté sur la modification des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),
- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil communautaire de la CPA le 28 mars 2013, a validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du

changement du taux de TVA (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA .

- L'avenant n°3, ainsi qu'un protocole transactionnel approuvés lors du Conseil communautaire de la CPA le 10 octobre 2013, validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,
- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil communautaire de la CPA le 3 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc Relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil communautaire de la CPA le 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1^{er} mars 2015, la compensation du ½ tarif étudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.
- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil communautaire de la CPA le 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges), organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.
- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil communautaire de la CPA le 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.
- L'avenant n°8, approuvé par le Conseil de la Métropole le 18 mai 2017, modifiait l'offre de services pour répondre aux besoins des usagers et rationaliser les nouveaux flux de déplacements générés par la mise en service P+R du Krypton notamment au niveau des établissements du second degré situés à proximité, mais également au niveau des facultés. Au cœur de ville l'offre de services est plus directe avec l'itinéraire de la Diabline B desservant l'hôtel de ville, les arrêts de la ligne 4 sont adaptés et les passages par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 sont optimisés. En périphérie, les fréquences de la ligne 14 impactée par les travaux du centre de détention – Zac de Lenfant sont optimisées, les horaires de la ligne 6 sont revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141 desservant Vauvenargues. Enfin l'avenant 8 prend en compte à partir du 1^{er} septembre 2017 et jusqu'à une date butoir établie au 31 mars 2019, les conséquences des travaux d'aménagement du BHNS qui vont perturber les conditions de circulation rendant plus difficiles les services opérés sur des lignes importantes du réseau urbain.

In fine l'avenant n°8 avec une variation de + 2,78% des kilomètres commerciaux induisant une valorisation de l'offre de + 1 251 425€/HT toutes sujétions incluses pour les adaptations courantes et de + 2 686 838€/HT de coûts supplémentaires induits par les travaux du BHNS ainsi qu'une baisse de l'engagement de recettes du délégataire de 937 250€/HT, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,437%.

2/ Principe d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général dans l'hypothèse de la mise en service du BHNS avant le 31 décembre 2019

L'avenant 8 sus-visé a pris en compte l'impact des travaux de mise en place du BHNS sur les conditions d'exploitation du service délégué jusqu'à une date envisagée comme l'échéance anticipée du contrat au 31 mars 2019.

Les Parties à l'issue de plusieurs échanges et après diverses simulations ont en effet convenu que le contrat en cours ne pouvait intégrer les conséquences patrimoniales, opérationnelles et financières, ni de l'acquisition des véhicules électriques dédiés au projet BHNS, ni de leur marche à blanc, ni de l'exploitation de la ligne à haut niveau de service prévue au 1er septembre 2019.

Par ailleurs si le BHNS était mis en service à cette date, les éléments constitutifs de ce service tels que l'acquisition de 15 véhicules électriques dédiés, leur lieu de remisage et de recharge, les conditions de leur entretien et de l'exploitation de ce service de transport spécifique n'étant par ailleurs ni prévus, ni décrits dans la convention de DSP, il a été établi, d'un point de vue juridique, que l'exécution de celle-ci ne pouvait être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions des articles 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 du décret n°2016-85 du 1er février 2016 pris pour son application, dispositions qui sont immédiatement applicables aux contrats en cours. Notamment, les termes de la clause de réexamen de l'article 51 de la convention ne prévoyant, ni la nature ni le champ d'application des modifications envisageables au titre de la mise en service du BHNS, ni les conditions dans lesquelles il peut être fait usage de cette clause, ne pouvaient être qualifiés sans risque, comme l'exige la nouvelle réglementation ni de clairs, ni de précis ni sans équivoque.

Par conséquent, même si la convention prévoit la faculté d'adapter certaines conditions d'exécution, mêmes importantes, n'en fixant ni la nature ni les modalités d'application en ce qui concerne le BHNS, les sujétions liées à la mise en place de ce service ne peuvent être intégrées à la délégation de service public en cours ni pour les 4 mois restant à exécuter au-delà du 1er septembre 2019, ni dans le cadre d'une prolongation de contrat au demeurant délicate à mettre en œuvre en raison de l'abrogation de l'article idoine du Code Général des Collectivités Territoriales, L.1411-2.

Ainsi, compte tenu de l'échéance du 1er septembre 2019 prévue pour la mise en exploitation du BHNS il est nécessaire d'anticiper la continuité du service public via un nouveau contrat d'exploitation, dont la mesure des enjeux juridiques, patrimoniaux, opérationnels et économiques induisent entre autre scénario l'hypothèse d'une fin anticipée du contrat dont la date estimée au plus tôt a été étudiée par les Parties au 31 mars 2019.

Délégataire et Autorité Délégante ont donc conclu un avenant n° 9 actant de ce principe ainsi que de la méthodologie qui serait adoptée pour tirer les conséquences notamment financières et patrimoniales d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général.

3/ Motif d'intérêt général

L'article 46 de la Convention de Délégation de Service Public a pour objet de rappeler que l'Autorité Délégante bénéficie de la possibilité de résilier unilatéralement et à tout moment la Convention, pour tout motif d'intérêt général et détermine les conséquences d'une telle décision de résiliation.

Or, il est établi qu'il est impossible de modifier légalement le contrat d'exploitation en cours en confiant au délégataire toutes sujétions liées à la mise en exploitation dès le 1^{er} septembre 2019 de la ligne BHNS l'Aixpress implantée au coeur du réseau urbain opéré depuis 2012.

En effet, les modifications apportées au contrat si l'exécution en était poursuivie seraient contraires aux dispositions de l'ordonnance et de l'article 36 du décret du 1^{er} février 2016 pris pour son application aux motifs suivants :

- La clause de réexamen prévue à l'article 51 du contrat ne peut être qualifiée sans risque de claire, précise et non équivoque car elle ne décrit pas les modifications induites par la mise en service du BHNS.
- Les travaux supplémentaires rendus nécessaires par le BHNS notamment en ce qui concerne le remisage et la recharge des matériels électriques spécifiques n'étaient pas prévus par le contrat. Cependant, il n'est pas apparu impossible à l'Autorité Concédante de recourir à un autre opérateur tiers pour en assurer l'exécution et il n'est pas apparu non plus que cette intervention tierce entraînerait une augmentation substantielle des coûts ou créerait un inconvénient majeur.
- Le service supplémentaire que constitue l'exploitation de la ligne BHNS, bien que devenu indispensable compte tenu des besoins en déplacement de la population et de la priorité nationale de développer l'attractivité des transports en commun de proximité, pourrait être confié à un autre opérateur économique que le concessionnaire initial notamment parce qu'aucune disposition législative ni aucun principe général n'interdit à l'Autorité Organisatrice de la Mobilité de conclure une convention spécifique pour l'exploitation du réseau de BHNS.
- L'intégration de l'exploitation du BHNS dans le périmètre du contrat en cours ne procède pas de la réalisation d'une circonstance imprévisible en raison de la préexistence du projet et de l'existence d'une clause d'adaptation relative à la mise en service de lignes de BHNS.
- La modification induite par la mise en service du BHNS modifierait de manière substantielle le contrat en cours dès lors, d'une part, que le poids financier, patrimonial, managérial (...) des actions à mettre en œuvre pour y parvenir modifierait son équilibre économique, d'autre part, qu'elle étendrait le champ d'application matériel de la convention en modifiant la consistance même des services et enfin, qu'il est impossible de s'assurer que l'intégration du BHNS dans le périmètre des services concédés n'aurait pas modifié les conditions initiales de la procédure de mise en concurrence.
- Enfin, le montant cumulé des avenants successifs à la convention de délégation de service public excède le seuil de 10% en dessous duquel une modification peut être décidée sans nouvelle mise en concurrence.

Ainsi, tel qu'en dispose l'article 55 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, la mise en service du BHNS prévue au 1^{er} septembre 2019, ne permettant pas la poursuite de l'exécution du contrat en cours sans modification contraire aux dispositions prévues par son décret d'application, la Métropole envisage l'hypothèse d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général à une date qui pourrait être fixée au plus tôt le 31 mars 2019.

L'avenant n°9 acte de cette hypothèse et présente ci-après la méthodologie qui serait appliquée en la circonstance.

4/ Méthodologie adoptée pour tirer les conséquences d'une éventuelle résiliation unilatérale

Il s'agit d'une part, de la prescription des délais d'intervention des parties qui ne sont pas prévus à la convention ou qui étant prévus nécessitent des adaptations et, d'autre part, des modalités de calcul des montants dus au délégataire. Ces prescriptions seront décrites et accompagnées d'annexes justificatives dans un avenant à passer dès lors que la décision de résiliation sera notifiée au délégataire.

L'article 46 de la convention de délégation de service public décrit le dispositif en cas de résiliation unilatérale du contrat pour motif d'intérêt général. Cet article est complété des dispositions suivantes ou modifié par celles-ci :

Délai de prévenance :

Les Parties ont convenu compte tenu notamment de la gestion des contrats conclus par le délégataire pour l'exécution du service que le délai de prévenance de 9 mois serait étendu à 12 mois.

Délai pour établir la liste des biens de reprise :

Compte tenu des délais procéduraux liés au renouvellement du contrat d'exploitation, les Parties ont convenu que la liste des biens propres du délégataire figurant à l'inventaire B (hors matériel roulant) ainsi que des biens ne figurant ni à l'inventaire A, ni à l'inventaire B, biens matériels et le cas échéant immatériels concourant à l'exploitation du réseau, devait être établie contradictoirement à la date du 30 novembre 2017 au plus tard. Cette liste mentionne la valeur nette comptable de chacun des biens que les parties désignent comme étant des biens de reprise. La liste de ces biens constituera l'inventaire des biens de reprise à la date de mise en concurrence du nouveau contrat, elle sera mise à jour en tant que de besoin par le délégataire, notamment pour l'établissement de l'éventuel protocole de transfert qui sera conclu entre le délégataire sortant et le nouvel exploitant.

Délai pour établir l'inventaire physique des biens :

L'inventaire physique et l'état des lieux des biens de retour notamment le dépôt et tous ses équipements indissociables, et des biens dits de reprise susvisés s'établira, au plus tard, trois mois avant la date d'expiration du contrat telle quelle résulte de la résiliation.

Délai pour établir l'inventaire contradictoire et l'état des lieux relatifs aux véhicules affectés à l'exploitation :

Trois mois avant la date de prise d'effet de la résiliation, les Parties établissent l'inventaire et l'état des lieux des véhicules affectés à l'exploitation du réseau.

Délai pour effectuer la totalité des travaux de remise en état des biens et véhicules en cas de mauvais état dûment constaté :

Le délégataire effectue à ses frais toutes réparations utiles dans le délai de deux mois suivant l'inventaire physique des biens de retour et biens de reprise (hors matériel roulant). Il dispose du même délai pour exécuter les réparations du matériel roulant suivant l'inventaire contradictoire et l'état des lieux relatif aux véhicules affectés à l'exploitation du service.

Délai de résiliation des sous-contrats conclus par le délégataire :

Le délégataire s'engage à résilier sans indemnité à la date communiquée par l'Autorité déléguée dans son préavis l'ensemble des contrats conclus y compris les contrats de sous-traitance, l'Autorité déléguée n'ayant à supporter aucune indemnité de résiliation de ces contrats.

Délai de paiement :

Les sommes dues au Délégataire sont payées en respect des dispositions en vigueur, relatives à la lutte contre le retard dans les délais de paiement établies pour l'ensemble des contrats de la Commande Publique soit dans un délai maximum de trente jours à compter de la réception de la facture et non dans le délai de six mois tel que prévu par l'article 46.2 de la convention. Les factures seront transmises par le Délégataire postérieurement à la date de prise d'effet de la résiliation.

Valeur non amortie des biens de retour :

Dans la mesure où ces derniers n'ont pas pu faire l'objet de l'amortissement prévu au vu du raccourcissement de la durée d'exploitation, l'indemnité versée au délégataire correspond à la valeur non amortie de ces biens.

Valorisation des biens de reprise :

L'évaluation de ces biens est établie compte tenu de l'état de ces biens tel qu'il résultera de l'inventaire qualitatif et quantitatif sus visé selon la grille de vétusté du délégataire si celle-ci est plus avantageuse que la valeur argus pour le repreneur.

Les matériels roulants en pleine propriété du délégataire :

L'Autorité délégente s'engage à faire racheter par le nouvel exploitant les véhicules du parc en bon état tels que désignés d'un commun accord et affectés à l'exploitation ainsi que le matériel embarqué hors inventaire A de ces véhicules. L'indemnité versée au délégataire pour la reprise de ces biens ne saurait excéder leur valeur nette comptable.

Les matériels roulants sous contrat de location longue durée avec option d'achat :

Le délégataire après avoir obtenu l'engagement écrit de ses bailleurs s'engage à céder ses contrats de location avec option d'achat au futur exploitant pour leur durée résiduelle.

Futur exploitant non agréé pour le bailleur :

Le délégataire s'engage à sous-louer au nouvel exploitant à des conditions financières strictement identiques à celles convenues avec ses bailleurs, les matériels roulants concernés.

Frais liés à l'émission des nouvelles cartes grises :

Sur la base d'un montant estimatif de 1000€/HT par véhicule, l'Autorité Délégente prend en charge cette dépense qui lui sera facturée par le délégataire dans le mois suivant la notification du nouveau contrat d'exploitation.

Véhicules de service sous contrat de location avec la société ALD :

L'Autorité Délégente s'engage à indemniser le délégataire des locations restant à courir pour la période comprise entre la date de prise d'effet de la résiliation et le terme normal des contrats de locations conclus avec la société ALD.

Reprise du personnel :

Pour rappel les personnels du Délégateur sont couverts par la garantie d'emploi en application des dispositions de l'article L.1224-1 du Code du Travail.

Indemnité de résiliation :

Keolis Pays d'Aix est une Société en participation, filiale de Keolis SA, à ce titre elle bénéficie des services supports de la maison mère sous forme d'interventions forfaitisées à raison des dépenses dites « d'Assistance Technique » qui recouvrent les besoins en :

Assistance juridique et fiscale, Conseil et études techniques, Assistance comptable et financière notamment en matière de paie.

Sur présentation des justificatifs, l'Autorité délégente s'engage à verser au délégataire une indemnité couvrant le préjudice direct et certain, subi par ce dernier du fait de la résiliation.

5/ Modifications apportées au contrat

Les Parties sont également convenues de plusieurs modifications tenant à l'ajustement de l'offre commerciale, à la mise en place d'un dispositif pic de pollution, au câblage billettique des véhicules, à la mise en place de la tarification métropolitaine. Les conséquences financières de ces modifications sont prises en compte par le présent avenant :

- Ajustement de l'offre commerciale ;
- Dispositif pic de pollution ;
- Câblage billettique des véhicules ;
- Impact de la mise en place de la tarification métropolitaine ;
- Création de nouveaux produits dans la gamme tarifaire.

A/ Ajustement de l'offre commerciale

Pérennisation de l'expérimentation menée du 27 février 2017 au 1^{er} juillet 2017 :

- Il s'agit d'un départ supplémentaire depuis le centre ville, arrêt Les Belges entre 7h45 et 8h30 constitutif d'un doublage de la ligne sauf vacances scolaires permettant d'offrir une meilleure fréquence aux usagers en heures de pointe.

Impact unités d'œuvre (kilomètres commerciaux – véhicules supplémentaires – valorisation financière)

	2016	2017	2018	2019 (date butoir 31/03/2019)	Cumul
Kilomètres commerciaux avt 5 Réf Contractuelle Art 13	6 101 602	6 101 602	6 101 602	6 101 602	24 406 408
Impact km com offre Sept 2015 (avenant 6)	60 702	60 702	60 702	60 702	242 808
Impact km com offre Sept 2016 (avenant 7)	60 704	60 704	60 704	60 704	507 737
Impact km com 2016/2017 hors création de lignes (avenant 8)	- 1 617	-50 377	-114 883	-114 883	-281 760
Impact km com créations lignes 15/165 (avenant 8))	0	29 311	90 728	90 728	210 768
Impact km com Ligne 15 (avenant 9) (date butoir 31/03/2019)		1 228	3 683	921	5 831
Impact km com totaux	119 789	222 887	189 242	153 467	685 385
Augmentation km com vs avenant 5	1,96%	3,65%	3,10%	2,52%	2,81%
Impact annuel sur nombre de véhicules affectés au 31 déc		1	1	1	
Contribution Financière doublage Ligne 15		14 176	42 527	10 632	67 335

Le tableau ci-dessus synthétise l'impact des modifications d'offre, sur les kilomètres commerciaux, les véhicules affectés et l'impact financier cumulé qui en résulte sur la contribution financière forfaitaire, soit + **67 335€/HT**.

B/ Impact financier de la mise en œuvre du dispositif préfectoral « Pic de Pollution »

Pérennisation de l'expérimentation menée du 27 février 2017 au 1^{er} juillet 2017 :

- Le Code de l'Environnement autorise le représentant de l'Etat à imposer des restrictions d'activité afin de limiter l'exposition de l'ensemble de la population aux émissions polluantes **en cas de dépassement du seuil d'alerte**. Durant la période d'application des mesures d'interdiction de circulation de certaines catégories de voitures particulières, les autorités organisatrices de transports peuvent faciliter par toute mesure tarifaire incitative l'accès aux réseaux de transport public en commun de voyageurs.

Dans ce cadre, la Métropole qui souhaite inciter la population à prendre les transports en commun se saisit de cette faculté conformément à l'article L223-2 du Code de l'Environnement, et prévoit l'instauration durant ces périodes d'application dites de mesures d'urgence de niveau N2, d'une part un ticket unité permettant de voyager toute la journée et d'autre part la gratuité des parkings relais.

D'un commun accord entre les parties, la perte de recettes est estimée pour le délégataire en cas de mise en œuvre de ces deux actions, à **moins 5000 euros par jour du lundi au samedi**, le délégataire abandonnant toute compensation en cas de dimanche et jour férié.

C/ Câblage billettique des 13 véhicules supplémentaires induits par les modifications d'offres de l'avenant 8 :

A compter du 1^{er} septembre 2017 vont être opérées les modifications d'offre pérennes du réseau et liées aux travaux BHNS tirées de l'avenant 8. Les parties ont convenu de manière exceptionnelle et pour satisfaire ce délai, que le câblage des équipements billettiques mis à disposition du délégataire par l'Autorité Délégante, serait techniquement pris en charge par le délégataire qui doit être indemnisé du coût induit, soit **12 700€/HT pour 13 véhicules**.

D/ Tarification Métropolitaine :

A compter du 1^{er} janvier 2018 la Métropole offrira aux usagers un abonnement permettant d'accéder à tous les réseaux de son ressort Territorial, complétant ainsi sa gamme tarifaire et entamant le processus d'harmonisation de la tarification.

Compte-tenu du fait que la compensation sur les différents réseaux de ce nouveau titre s'effectue à due concurrence d'une quote part estimée équivalente de titres inter-réseaux déjà compensés au délégataire, cette nouvelle tarification n'induit aucune conséquence financière.

	2018	2019 (premier trimestre)
Compensation Titres hebdomadaires CARTREIZE	-20000	-5000
Compensation Abonnement tous réseaux métropolitains	20000	5000
Total impact compensations	0	0

E/ Nouveaux produits de la gamme tarifaire Aix en Bus :

- Mesure incitative de lutte contre la fraude

De nouveaux produits sont induits par les retours d'expérience de la solution incitative Trock It mise en œuvre par le délégataire permettant à un voyageur sans titre de contracter un abonnement annuel (jeune⁺ ou tout public) ou a minima un abonnement de trois mois (tout public) en lieu et place de la verbalisation pour absence de titre. Il s'agit d'étendre cette solution incitative aux :

- Le troc kit jeune plus en lieu et place de la verbalisation
- Jeunes de moins de 26 ans circulant sans titre (Scolaire ou jeune⁺)
- Substitution d'abonnement en cours d'année pour les :
 - Abonnés scolaires vers un abonnement jeune+ 50€
 - Abonnés jeune⁺ vers un abonnement scolaire - 50€

Ces mesures sont sans impact financier pour le délégataire.

6/ **Impacts financiers de l'avenant 9**

Sur la durée restante du contrat, l'ensemble des impacts financiers des éléments du présent avenant est récapitulé ci-dessous et représente une augmentation des charges du délégataire de 80 035€ (valeur avril 2011) impactant directement la Contribution forfaitaire les recettes étant inchangées.

En intégrant les effets des avenants précédents et du protocole transactionnel de 2013 l'augmentation globale du prix du contrat passe ainsi de 242 515 000€/HT à 275 182 815.€/HT. Soit une progression de +0,03% telle que retracée dans le tableau ci-dessous.

CONTRAT AIX EN BUS : IMPACTS FINANCIERS PROTOCOLE ET AVENANTS 1 A 9

	Montant HT Global Total sur les 8 ans du contrat	Montant HT Global Moyen par mois sur la durée du contrat	Montant HT Global Moyen par an sur la durée du contrat
Contrat initial	242 515 000	2 526 198	30 314 375
Protocole	9 243 832	96 290	1 155 479
Protocole : effets recettes	-770 543	-8 026	-96 318
Protocole : montant global retenu	8 473 289	88 263	1 059 161
Contrat protocole inclus	250 988 289	2 614 461,34	31 373 536
Impact protocole	3,49%	3,49%	3,49%
Avenant 1	438 556	4 568,29	54 820
Avenant 2	0	0	0
Avenant 3	19 014 432	198 067	2 376 804
Avenant 4	-515 506	-5 369,85	-64 438
Avenant 5	96 966	1 010,06	12 121
Avenant 6	-113 595	-1 183,28	-14 199
Avenant 7	1 211 403	12 618,78	151 425
Avenant 8	3 982 235	41 481,61	497 779
Avenant 9	80 035	833,70	10 004
Avenants 1+1+2+3+4+5+6+7+8+9	24 194 526	252 026	3 024 316
Impact des avenants en %	9,98%	9,98%	9,98%
Contrat avenant inclus	242 595 035	2 778 224	33 338 691
Cumul Protocole et Avenants	32 667 815	340 290	4 083 477
Contrat protocole et avenants inclus	275 182 815	2 866 487,66	34 397 852
Impact global (Protocole + Avenant 1,2,3,4,5,6,7,8,9)	13,47 %	13,47 %	13,47 %

Nota bene : Avenants 8 et 9 prenant en compte l'hypothèse d'une fin anticipée du contrat au 31 mars 2019

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171012-2017_CT2_392-
DE
Date de télétransmission : 20/10/2017
Date de réception préfecture : 20/10/2017

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2012_A094 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant n°1 ;
- La délibération n°2013_A048 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 approuvant l'avenant n°2 ;
- La délibération n°2013_A178 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 approuvant le protocole transactionnel ;
- La délibération n°2013_A179 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 approuvant l'avenant n°3 ;
- La délibération n°2014_A148 du Conseil communautaire de la CPA du 3 juillet 2014 approuvant l'avenant n°4 ;
- La délibération n°2015_A009 du Conseil communautaire de la CPA du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°5 ;
- La délibération n°2015_A138 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 ;
- La délibération n°TRA 006-602/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 ;
- La délibération n°TRA 015-2071/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°8 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public le 5 octobre 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°9 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Mobilité, Déplacements et Transports

Jean-Pierre SERRUS

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

* * *

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AYANT POUR OBJET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU DE TRANSPORT PUBLIC AIX-EN-BUS ET L'EXPLOITATION ET LE GARDIENNAGE DE PARCS RELAIS

Avenant n° 9

ENTRE :

- **La Métropole Aix-Marseille Provence**, ayant son siège administratif sis au Palais du Pharo, 58 boulevard Charles-Livon – 13007 Marseille et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, dûment habilité par délibération en date du 17 mars 2016, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture des Bouches du Rhône.

Ci-après, dénommée « **la Métropole** » ou « **l'Autorité Délégante** »

D'UNE PART,

- **La société Keolis Pays d'Aix**, société à responsabilité limitée, au capital de 8.610.060 euros, dont le siège social est situé 100 rue Richard Trevithick – CS 90590 – 13594 Aix-en-Provence Cedex 3, inscrite au Registre du commerce d'Aix-en-Provence, sous le numéro 533 545 794, représentée par Madame Laurence EYMIEU, en qualité de Gérante.

Ci-après, dénommée « **Keolis Pays d'Aix** » ou « **le Délégataire** »

D'AUTRE PART,

Ci-ensemble désignées individuellement « **la Partie** » ou collectivement « **les Parties** ».

PREAMBULE

Par une convention de délégation de service public conclue le 29 juillet 2011 (ci-après, « **la Convention de Délégation de Service Public** »), la Communauté du Pays d'Aix, dans les droits et obligations de laquelle la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016, a confié, à Keolis Pays d'Aix, l'exploitation du réseau de transport public Aix-en-Bus ainsi que l'exploitation et le gardiennage de parcs relais.

Conséquences de l'intégration au réseau du projet BHNS

Aux termes de l'article 2 de cette Convention de Délégation de Service Public, celle-ci a été conclue « *pour une durée de 8 ans, soit à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2019, sous réserve des dispositions du titre VIII de la présente convention* » ; étant précisé que le titre VIII de la Convention de Délégation de Service Public traite des conditions de résiliation, déchéance et autres modalités d'expiration de la convention.

En ce sens, l'article 46 de la Convention de Délégation de Service Public a pour objet de rappeler que l'Autorité Délégante bénéficie de la possibilité de résilier unilatéralement et à tout moment la Convention, pour tout motif d'intérêt général et détermine les conséquences d'une telle décision de résiliation.

En cours d'exécution de la Convention de Délégation de Service Public, l'Autorité Délégante a souhaité intégrer, dans son réseau Aix-en-Bus, des lignes à haut niveau de service en vue d'une mise en exploitation en septembre 2019 (ci-après, « **le projet BHNS** »), ce qui a conduit les Parties à engager des réflexions sur les conditions dans lesquelles un tel projet pourrait être mis en œuvre dans le cadre de la Convention de Délégation de Service Public existante, conformément aux dispositions de l'article 51 de la convention.

Ces réflexions ont abouti au fait qu'il n'était juridiquement pas envisageable de confier au Délégataire, dans le cadre de sa Convention de Délégation de Service Public, l'acquisition des véhicules affectés aux lignes à haut niveau de service, ni l'exploitation de ces lignes (en ce compris la marche à blanc du BHNS).

Les parties sont donc convenues que l'actuelle convention de DSP ne pourrait être le véhicule juridique permettant à la collectivité :

- de procéder à l'acquisition des véhicules nécessaires au projet BHNS (Phase 2) ;
- d'exploiter ce nouveau service (Phase 3).

En effet, la modification de cette convention n'est pas susceptible d'intervenir sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les conditions prévues par l'article 36 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession, applicable aux contrats en cours. Notamment, si le 1° de cet article admet la modification même substantielle du contrat de concession lorsque cette modification a été prévue au contrat initial sous la forme d'une clause de réexamen, il exige que cette clause :

- Soit « claire, précise et sans équivoque » ;

Ce qui implique que le champ d'application et la nature des envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage soient précisés.

Il convient de relever à cet égard, que la clause d'adaptation figurant à l'article 51 du contrat, si elle prévoit de manière claire les motifs dans le cadre desquels les parties conviennent de

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171012-2017_CT2_392-
DE
Date de télétransmission : 20/10/2017
Date de réception préfecture : 20/10/2017

se «rencontrer », ne dispose en aucune manière ni la nature exacte des modifications susceptibles d'être apportées à la convention, ni les conditions notamment financières dans lesquelles les modifications interviendront, ni de manière non équivoque leur champ d'application.

Les modifications du contrat en cours qui résulteraient de l'intégration du BHNS, dont on ne peut considérer qu'elles constituent la mise en œuvre d'une option claire ou d'une clause de réexamen suffisamment précise, devront en outre être prises en compte dans le calcul du montant des augmentations de la rémunération du délégataire, qui s'établit déjà, au titre de l'avenant n° 8 à 13,44% et dépasse le seuil de 10% prévu par le 6° de l'article 36 du décret du 1^{er} février 2016.

Ce dernier avenant conclu le 3 juillet 2017 prend en compte les impacts des travaux de réalisation du projet BHNS sur le réseau exploité par le Délégataire, jusqu'à la date théorique du 31 mars 2019 étudiée dans le cadre du principe d'une fin anticipée de l'actuelle convention.

La modification de la consistance des services et l'impossibilité de modifier le contrat sans nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence sont ce faisant de nature à conduire l'autorité délégante à envisager l'hypothèse d'une résiliation de la Convention de Délégation de Service Public pour un motif d'intérêt général, conformément à l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016.

Eu égard à la volonté de la Métropole de mettre en œuvre un nouveau réseau restructuré autour de lignes à haut niveau de service et à l'issue de plusieurs échanges et d'une rencontre entre les Parties, ces dernières sont finalement convenues de conclure le présent avenant qui a pour objet d'acter du principe de cette éventuelle résiliation pour motif d'intérêt général et de fixer la méthodologie à retenir pour en tirer toutes les conséquences pour les Parties, notamment financières.

Dans l'hypothèse où l'autorité délégante prendrait ultérieurement la décision de procéder à la résiliation du contrat, les Parties conviennent d'ores et déjà de conclure un nouvel avenant tirant les conséquences définitives de la décision de résiliation selon le préavis notifié, sur la base de la méthode retenue au titre du présent avenant.

Modifications apportées au contrat

En parallèle, les Parties sont également convenues de plusieurs modifications tenant à l'ajustement de l'offre commerciale, à la mise en place d'un dispositif pic de pollution, au câblage billettique des véhicules, à la mise en place de la tarification métropolitaine. Les conséquences financières de ces modifications sont prises en compte par le présent avenant.

CECI ETANT RAPPELÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet :

- D'acter du principe d'une éventuelle décision de résiliation de la Convention de Délégation de Service Public prise par l'Autorité Délégante, pour un motif d'intérêt général ;
- D'établir la méthodologie permettant de déterminer les conséquences patrimoniales, financières, techniques, humaines de cette décision de résiliation pour les Parties et notamment et d'arrêter les différents postes d'indemnisation due au Délégué.
- Le présent avenant traite également des conséquences financières liées aux points suivants :
 - Ajustement de l'offre commerciale ;
 - Dispositif pic de pollution ;
 - Câblage billettique des véhicules ;
 - Impact de la mise en place de la tarification métropolitaine.
 - Création de nouveaux produits dans la gamme tarifaire

ARTICLE 2 : Délai de prévenance

Conformément aux dispositions de l'article 46 de la Convention, l'autorité peut résilier unilatéralement le présent contrat à tout moment au cours de son exécution, pour un motif d'intérêt général, après un préavis de 9 mois.

Les Parties s'accordent pour porter ce délai à 12 mois.

ARTICLE 3 : Conséquences de l'éventuelle résiliation pour motif d'intérêt général de la Convention de Délégation de Service Public

Les Parties s'engagent réciproquement à respecter les principes suivants :

3.1 S'agissant des biens

Conformément aux stipulations de l'article 46.1 de la Convention de Délégation de Service Public et à la jurisprudence administrative applicable en la matière, l'Autorité Délégante s'engage à indemniser le Délégué au titre des éléments suivants :

- **Retour anticipé des biens figurant dans l'inventaire A (annexe 14 à la Convention) dans le patrimoine de l'Autorité Délégante** : l'ensemble des biens figurant dans l'inventaire A de la Convention de Délégation de Service Public (c'est-à-dire, au principal, le dépôt construit par le Délégué ainsi que ses équipements indissociables) font retour à l'Autorité Délégante en bon état d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur ancienneté. L'Autorité Délégante s'engage à verser à ce titre au Délégué, une somme correspondant à la valeur non amortie des biens figurant dans l'inventaire A réalisés ou acquis par le délégué.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171012-2017_CT2_392- DE Date de télétransmission : 20/10/2017 Date de réception préfecture : 20/10/2017

Les autres biens de retour listés à l'inventaire A dont la valeur est amortie à la date du présent avenant tiendra lieu de base aux inventaires physiques et états des lieux prévus avant la date d'effet de la résiliation.

- **Sort des biens du Délégué figurant à l'inventaire B hors matériels roulants visés au 3.2 et des biens ne figurant ni à l'inventaire A ni à l'inventaire B de la Convention de Délégation de Service public:**

S'agissant des biens matériels et le cas échéant immatériels concourant à l'exploitation du réseau Aix-en-Bus et à la continuité du service public et figurant à l'inventaire B de la Convention de Délégation de Service Public, ou ne figurant ni à l'inventaire A ni à l'inventaire B :

L'Autorité Déléguée s'engage à reprendre ou à faire reprendre par le futur exploitant du réseau Aix-en-bus les biens dits de reprise tirés d'une liste arrêtée d'un commun accord.

La liste de ces biens et leur Valeur Nette Comptable est établie contradictoirement entre les Parties le 30 novembre 2017 au plus tard.

La liste de ces biens sera jointe au dossier de la consultation qui sera lancée par l'Autorité Déléguée en vue de l'attribution du nouveau contrat d'exploitation du réseau Aix-en-Bus, elle sera mise à jour par le Délégué sur simple demande de l'Autorité déléguée.

La liste de ces biens sera en outre, dans tous les cas, mise à jour et jointe au contrat conclu éventuellement entre le délégué sortant, le futur exploitant désigné à l'issue de la procédure de renouvellement du contrat d'exploitation et l'autorité déléguée (protocole de transfert tri-partite).

- **Inventaire physique et état des lieux des biens de retour et des biens de reprise**

Les Parties conviennent d'établir contradictoirement, dans un délai de 3 mois précédant la date d'expiration du contrat, un inventaire et un état des lieux de sortie des biens faisant retour à l'Autorité Déléguée ou désignés biens de reprise. Cet inventaire est à la fois qualitatif et quantitatif et précise notamment l'état des biens compte-tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.

En cas de désaccord sur cet inventaire les dispositions de l'article 46 s'appliquent en ce qui concerne la désignation d'un expert d'un commun accord entre les parties et le partage à parts égales des frais induits.

Le Délégué effectue, à ses frais, dans les deux mois suivant l'établissement de l'inventaire susvisé, la totalité des travaux nécessaires à la remise en état des biens en cas de mauvais entretien dûment constaté.

Les remises en état résiduelles qui n'auraient pu être effectuées dans ce délai de deux mois seront réglées dans le cadre du protocole de transfert.

3.2 S'agissant des matériels roulants

La majeure partie des matériels roulants opérant les lignes du réseau Aix-en-Bus fait l'objet de contrats de location avec option d'achat conclus par le Délégué pour la durée initiale de la Convention de Délégation de Service Public (soit jusqu'au 31 décembre 2019).

Une partie de ces matériels roulants est la propriété du Déléataire.

Certains véhicules sont enfin propriété des sous-traitants du déléataire.

L'inventaire comptable de l'ensemble de ces matériels roulants à la date du présent avenant sera mis à jour et figurera en annexe de l'avenant à passer entre les Parties selon le calendrier d'une éventuelle résiliation anticipée de la Convention de Délégation de service public.

En application du présent avenant, les Parties sont convenues que la reprise des matériels roulants s'effectuera dans les conditions suivantes :

3.2.1 Rachat par le nouvel exploitant des matériels roulants propriété du déléataire et cession des contrats de location des matériels roulants au nouvel exploitant du réseau

Après étude concertée de différentes options, les engagements réciproques suivants sont pris :

Après s'être assurée dans les conditions de l'article 3.2.3 que les matériels roulants à reprendre sont en bon état l'Autorité Délégante s'engage à imposer au nouvel exploitant qu'il reprenne les matériels roulants acquis par le déléataire ainsi que les contrats de location de longue durée restant à courir après avoir obtenu l'agrément des bailleurs.

La liste des matériels roulants visés par cette obligation aura été arrêtée d'un commun accord entre les parties à la présente convention.

La valeur de reprise des matériels roulants propriété du déléataire est établie, selon l'état constaté de chaque véhicule lors de l'inventaire physique prévu à l'article 3.2.3. suivant, conformément à la grille de vétusté du déléataire sortant, lorsque celle-ci est plus avantageuse pour l'Autorité Délégante que la valeur Argus. En tout état de cause, la valeur de reprise des matériels roulants propriété du déléataire listés d'un commun accord est établie véhicule par véhicule. Le matériel embarqué de ces matériels roulants hors inventaire A est repris à la valeur nette comptable.

Après avoir obtenu l'accord et les conditions écrites de ses bailleurs le Déléataire s'engage d'autre part, à céder au futur exploitant reprenneur, les contrats de location des matériels roulants avec option d'achat, restant à courir à la date communiquée au déléataire dans le préavis de résiliation.

Les frais liés à l'émission de nouveaux certificats d'immatriculation des matériels roulants sont estimés à 1000€/HT par véhicule, il sont mis à la charge de l'Autorité délégante compte tenu de l'obligation faite au nouvel exploitant de la reprise des matériels roulants acquis par le déléataire et de l'obligation de reprise des contrats LLD en cours au terme anticipé de la convention.

Les conséquences financières détaillées véhicule par véhicule, de la mise en œuvre de cette reprise et du transfert des contrats seront annexées à l'avenant à passer entre les Parties après résiliation anticipée de la convention.

Dans le mois suivant la notification du nouveau contrat d'exploitation par l'Autorité délégante, le Déléataire sortant adresse une facture à l'Autorité Délégante portant sur le paiement des sommes afférentes aux frais liés à l'émission des nouvelles cartes grises. Cette facture mentionnera le délai de paiement stipulé à l'article 3.6 suivant.

Le délégataire s'engage à appliquer au protocole de transfert qui sera conclu avec le nouvel exploitant au terme de la présente convention, l'intégralité des montants arrêtés en application de l'article 3.2.1 et/ou de l'article 3.2.2

3.2.2 Clause de sauvegarde prévoyant la sous-location des véhicules non- propriété du Délégataire au futur exploitant du réseau

Dans l'hypothèse où l'organisme de financement loueur ne donnerait pas son agrément à l'opération de cession des contrats de location avec option d'achat au nouvel exploitant reprenneur, le Délégataire s'engage à louer à ce dernier les matériels roulants sous contrats et affectés à l'exploitation du réseau de la date d'effet de la résiliation au 31 décembre 2019, à des conditions financières identiques à celles convenues avec ses bailleurs.

L'Autorité Délégante s'engage à prévoir, dans la future convention d'exploitation du réseau Aix-en-Bus, l'obligation pour le nouvel exploitant d'accéder à la sous-location des véhicules susvisés dans les conditions qui précèdent.

3.2.3 Inventaire contradictoire et état des lieux des matériels roulants

En tout état de cause les Parties conviennent d'établir contradictoirement, dans les trois mois précédant la date de prise d'effet de la résiliation un inventaire des matériels roulants affectés à l'exploitation du réseau Aix-en-Bus. Cet inventaire est à la fois qualitatif et quantitatif et précise notamment l'état des biens compte-tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.

L'inventaire complet et le procès-verbal de l'état des lieux sont réalisés avec l'assistance de l'expert missionné par l'Autorité délégante qui en assume les frais, le délégataire s'obligeant à donner accès à l'Autorité délégante ou au représentant qu'elle mandate, aux audits, carnets ou fiches d'entretien et/ou au matériel visé par le présent article.

Le Délégataire effectue en outre, à ses frais, dans les deux mois suivant l'établissement de l'inventaire susvisé et avant la prise d'effet de la résiliation la totalité des travaux nécessaires à la remise en état des matériels roulants en cas de mauvais entretien dûment constaté.

Les remises en état résiduelles qui n'auraient pu être réalisées dans ce délai de deux mois seront réglées dans le cadre du protocole de transfert.

3.3 S'agissant des sous-contrats conclus par le Délégataire hors matériels roulants

3.3.1. Résiliation des sous-contrats

Sous réserve des stipulations de l'article 3.3.2 et dans la mesure où l'Autorité Délégante se conforme au délai de prévenance prévu à l'article 2, le délégataire s'engage à résilier à la date communiquée par l'autorité délégante dans son préavis et sans indemnité, l'ensemble des contrats et sous-contrats conclus avec des tiers à l'exception des contrats de sous-traitance qui sont régis par l'article 14 de la convention. En conséquence l'Autorité Délégante n'aura à supporter aucune indemnité de résiliation de ces contrats.

Dans l'hypothèse toutefois où l'autorité délégante ne respecterait pas le délai de prévenance prévu à l'article 2 et où le délégataire devrait indemniser ses co-contractants (hors sous-traitants) du fait de la résiliation anticipée de leurs contrats, ces indemnités de résiliation seront prises en charge par l'autorité délégante.

3.3.2. Cas particuliers

S'agissant des contrats de location des véhicules de service conclus entre le Délégué et la société ALD, les Parties ont été informées que sur les 34 contrats concernés, une grande partie d'entre eux aura déjà expiré avant le terme anticipé, tandis qu'une partie sera toujours en vigueur à une date antérieure au terme normal de la convention.

La liste de l'ensemble de ces contrats ALD et de leurs dates d'échéance sera annexée à l'avenant à passer entre les Parties.

L'Autorité Déléguée s'engage à verser au Délégué une somme correspondant au montant des loyers restant dus au profit de la société ALD pour les mois restant à courir entre la date communiquée par l'Autorité déléguée dans son préavis et le 31 décembre 2019. Le détail de cette somme figurera véhicule par véhicule en annexe de l'avenant à passer entre les Parties.

S'agissant des contrats passés avec les usagers (Titres et abonnements souscrits avant la date de résiliation mais valables au-delà), la résiliation anticipée de la Convention de Délégation de service public ne met pas fin aux contrats en cours qui se poursuivent entre le futur exploitant et les usagers.

3.4 S'agissant du personnel

Pour rappel, le personnel est rattaché à la convention collective nationale « Réseaux de Transports Publics Urbains de Voyageurs.

Conformément aux stipulations de l'article 48.2 de la Convention de Délégation de Service Public, l'opérateur qui assurera la poursuite de l'exploitation du réseau de transport public Aix-en-Bus reprendra les contrats de travail des personnels du Délégué dans le cadre de l'application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du Travail

3.5 Indemnité de résiliation

L'Autorité Déléguée verse au Délégué une indemnité couvrant l'intégralité du préjudice subi par ce dernier du fait de la résiliation de la Convention de Délégation de Service Public.

Par dérogation à l'article 46 de la Convention de Délégation de service public qui prévoit la désignation d'un expert indépendant, les Parties s'accordent sur le fait que le montant de cette indemnité correspond au montant de l'assistance technique qui sera facturée par Keolis SA au Délégué en raison des dépenses afférentes qui ont été amorties et lissées sur la durée initiale du contrat et qui comprennent en sus les sujétions particulières induites par la fin anticipée du contrat.

Ce montant recouvre, plus particulièrement, les prestations suivantes :

- Assistance juridique et fiscale de Keolis SA au titre de l'examen des actes juridiques, contrats et conventions à conclure par Keolis Pays d'Aix,
- Conseil, études dans le cadre des évolutions et ajustements d'offre commerciale ;
- Assistance de Keolis SA en matière de paye et de comptabilité pour le compte de Keolis Pays d'Aix.

Les justificatifs et le détail des sommes dues par l'Autorité Délégante figureront en annexe de l'avenant à passer.

A ce montant pourra s'ajouter le remboursement de l'indemnité payable au titre de la résiliation des contrats mentionnés à l'article 3.3.2

3.6 Délai et modalités de paiement des sommes dues par l'Autorité Délégante au Déléataire

L'article 46.2 de la Convention de Délégation de Service Public prévoit que les sommes dues au Déléataire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de la Convention de Délégation de Service Public sont versées au plus tard dans un délai de six mois suivant la date d'effet de la résiliation.

Toutefois, en respect des dispositions en vigueur, relatives à la lutte contre le retard dans les délais de paiement, établies pour l'ensemble des contrats de la commande publique, les sommes susvisées seront payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception des factures et justificatifs afférents, le cas échéant mis à jour selon inventaires physique et comptable.

Les factures ne pourront être adressés à l'Autorité Délégante que postérieurement à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 4 : Impact sur la contribution financière

La décision de résiliation de la Convention de Délégation de Service Public aura un impact sur l'engagement de recettes et sur l'engagement de charges du Déléataire qui sera calculé pour l'année 2019, en application des principes retenus dans le cadre du présent avenant.

ARTICLE 5 : Ajustements de l'offre commerciale

Les modifications d'offres sont résumées ci-dessous.

- **Modifications pérennes au 4 septembre 2017 jusqu'au 31 mars 2019 :**
 - Ligne 15 :

Le départ supplémentaire mis en place le matin entre le 27 février 2017 et le 1er juillet 2017 (voir avenant 8) depuis le centre-ville à l'arrêt Belges entre 7h45 et 8h30 afin d'offrir une meilleure fréquence est pérennisé.

Impact unités d'œuvre :

Le tableau ci-dessous synthétise l'impact des différentes modifications d'offre sur les kilomètres commerciaux prévisionnels de l'annexe 19 de la Convention de Délégation de Service Public.

	2016	2017	2018	2019	Cumul
Kilomètres commerciaux avt 5 Réf contractuel Art 13	6 101 602	6 101 602	6 101 602	6 101 602	24 406 408
Impact km com offre Sept 2015 (avenant 6)	60 702	60 702	60 702	60 702	242 808
Impact km com offre 2016 (avenant 7)	60 704	182 023	149 011	115 999	507 737
Impact km com 2016/2017 hors création de lignes (avenant 8)	-1 617	-50 377	-114 883	-114 883	-281 760
Impact km com création lignes 16/16S (avenant 8)	0	29 311	90 728	90 728	210 768
Impact km com ligne 15 (Avenant 9)		1 228	3 683	921	5 831
Impact km com totaux	119 789	222 887	189 242	153 467	685 385
Augmentation Km com vs avenant 5	1,96%	3,65%	3,10%	2,52%	2,81%

Le tableau ci-dessous résume l'impact des différentes modifications d'offres en termes de véhicules en exploitation au 31 décembre de l'année considérée.

	2017	2018	2019
Impact nombre de véhicules affectés	1	1	1

Impacts financiers :

L'impact de cette modification est proportionnel à celui de l'avenant 7. Les coûts unitaires appliqués ont été reproduits pour la période du 4 septembre 2017 au 31 mars 2019. Le tableau ci-dessous synthétise les impacts sur la contribution forfaitaire versée au Déléataire :

	2017	2018	2019
CF modifications ligne 15	14 176	42 527	10 632

ARTICLE 6 : Dispositif préfectoral en cas de pic de pollution de l'air

En complément des mesures structurelles prévues dans les plans de protection de l'atmosphère (PPA), les préfets de département peuvent mettre en œuvre, lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant constatés ou prévus, des mesures destinées à limiter l'exposition de la population voire imposer des restrictions d'activité en cas de dépassement du seuil d'alerte (mesures d'urgence) en application des dispositions du code de l'environnement.

Deux seuils d'action sont prévus :

- Seuil d'information et de recommandation : « niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de groupes particulièrement sensibles au sein de la population et qui rend nécessaire l'émission d'informations immédiates et adéquates à destination de ces groupes et des recommandations pour réduire certaines émissions ».
- Seuil d'alerte : « niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant l'intervention de mesures d'urgence ».

Dans le cadre de ce dispositif, la Métropole souhaite inciter la population à utiliser le transport en commun au travers de deux actions :

- le ticket unité permettra de voyager la journée
- les parkings relais seront gratuits lors d'une alerte pollution.

La Métropole compensera le Délégué de la perte de recettes liée à la mise en œuvre de ces mesures à raison de 5 000 € par jour du lundi au samedi. Le Délégué ne réclamera aucune compensation au titre du dimanche et jour férié.

Cette compensation sera versée au Délégué lors de l'établissement de la facture définitive suivant le nombre de jour où le dispositif aura été déclenché.

ARTICLE 7 : Câblage billettique des véhicules

Dans le cadre des modifications d'offre liées aux travaux BHNS et aux modifications pérennes du réseau (avenant 8), des véhicules supplémentaires sont nécessaires à l'exploitation du réseau Aix-en-Bus. La billettique est un bien mis à disposition du Délégué par la Métropole. La Métropole est en charge de la mise en œuvre de l'ensemble de la billettique, y compris le câblage de celle-ci.

La Métropole demande au Délégué, de manière exceptionnelle, de procéder au câblage des véhicules supplémentaires nécessaires au 1^{er} septembre 2017. L'impact de ces aménagements nécessaires à l'exploitation est de 12.700 € HT pour 13 véhicules.

ARTICLE 8 : Impact Tarification Métropolitaine

Dans le cadre de l'harmonisation de la tarification sur le territoire métropolitain, la Métropole décide de lancer au 1^{er} janvier 2018 un abonnement permettant de circuler sur l'ensemble des réseaux de la Métropole.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171012-2017_CT2_392- DE Date de télétransmission : 20/10/2017 Date de réception préfecture : 20/10/2017

Ce nouvel abonnement vient compléter la gamme tarifaire de la Métropole. Le glissement tarifaire engendré sera sur des titres déjà compensés par la Métropole (Titres hebdomadaires CARTREIZE et mensuel TER).

Il n'y a aucun impact financier de cette mesure. L'impact de ce nouveau titre sur l'engagement de recettes du Délégué est synthétisé sur le tableau ci-dessous :

	2018	2019 (premier trimestre)
Compensation Titres hebdomadaires CARTREIZE	-20000	-5000
Compensation Abonnement tous réseaux métropolitains	20000	5000
Total impact compensations	0	0

ARTICLE 9 : Créations de nouveaux produits :

- Trock-it jeune plus : Dans le cadre de lutte contre la fraude et de fidélisation de nos clients, le TROCK-IT a été mis en place sur le réseau Aix-en-Bus. Il permet à un fraudeur de changer son PV en abonnement soit en 3 mois d'abonnements mensuel, ou un abonnement annuel (jeune + ou tout public). Pour rappel, il doit s'acquitter des frais de dossier à 5€ et de du coût unitaire de création de carte s'il n'est pas titulaire d'une carte Pass Provence.

Après mise en œuvre de cette mesure il est nécessaire de prévoir un nouveau produit permettant :

- à un jeune sans titre de transport de changer son PV en abonnement jeune + : le trok-it Jeune Plus
- Extension abonnement scolaire à jeune + : il est nécessaire de prévoir un produit permettant à un client ayant son abonnement scolaire de passer en cours d'année à un abonnement jeune + qui lui permet de circuler sur l'ensemble des lignes durant toutes les périodes. Il est donc convenu de créer un titre extension jeune + d'une valeur unitaire de 50 € (ou 100 €- 50 € déjà réglé) correspondant à la différence entre l'abonnement jeune + et l'abonnement scolaire.

Ces mesures n'ont aucun impact financier sur l'engagement de recettes du délégué ou sur les charges.

Article 10 : Impact financier global

Sur la durée restante du contrat, l'ensemble des impacts financiers des éléments du présent avenant est récapitulé ci-dessous et représente une augmentation du chiffre d'affaires de 80 035 € (valeur avril 2011) et de 80 035€ (valeur avril 2011) pour la contribution forfaitaire.

En conséquence, le tableau contractuel de l'article 34 de la convention devient :

TABLEAU CONTRACTUEL DE CALCUL DE LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE (article 34 de la convention)

POSTE	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	CUMUL
<i>Total des charges y compris résultat et aléas (A)</i>	28 317 319	30 978 530	34 900 498	33 704 684	33 969 211	34 703 137	35 775 634	34 360 607	266 709 620
<i>Montant prévisionnel de CET (B)</i>	385 267	437 502	490 721	473 953	474 953	471 280	470 872	469 310	3 673 858
<i>Montant prévisionnel de TS (C)</i>	644 429	661 262	655 704	660 527	661 751	662 976	665 660	669 818	5 282 127
<i>Dépenses forfaitaires (D) = A-B-C</i>	27 287 624	29 879 765	33 754 073	32 570 204	32 832 507	33 568 881	34 639 101	33 221 479	257 753 635
<i>Recettes commerciales forfaitaires (E)</i>	4 584 331	4 620 755	4 306 656	4 968 078	5 505 975	5 522 037	5 155 751	5 528 940	40 192 524
<i>Recettes annexes forfaitaires (F)</i>	487 601	542 325	514 199	510 533	501 111	501 841	502 617	503 450	4 063 677
<i>Compensations tarifaires (G)</i>	871 721	877 465	864 696	987 287	1 051 813	1 163 314	1 295 443	1 342 535	8 454 276
<i>Engagement de recettes (H) = E+F+G</i>	5 943 654	6 040 546	5 685 550	6 465 898	7 058 899	7 187 193	6 953 812	7 374 925	52 710 476
<i>Contribution forfaitaire (CF) = D - H</i>	21 343 970	23 839 220	28 068 523	26 104 307	25 773 608	26 381 688	27 685 290	25 846 554	205 043 159

ARTICLE 11 : Entrée en vigueur

Le présent avenant à la Convention de Délégation de Service Public entre en vigueur à la date de sa notification par la Métropole Aix-Marseille Provence à Keolis Pays d'Aix.

ARTICLE 12 : Stipulations diverses

L'ensemble des clauses de la Convention de Délégation de Service Public, des annexes et des avenants n°1 à 8 non modifiées par le présent avenant et non contraires à celui-ci demeurent applicables.

ARTICLE 13 : Exécution du présent avenant

Le présent avenant sera exécuté, pour ce qui les concerne, par Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ainsi que par Monsieur le Directeur de Keolis Pays d'Aix.

Fait à Aix-en-Provence, le [...]

En deux exemplaires originaux.

Pour la Métropole Aix-Marseille Provence,
Le Président,

Pour la société Keolis Pays d'Aix,
La Gérante,

OBJET : Aménagement du territoire - Déplacements, mobilité transports et infrastructures - AVIS -
Approbation de l'avenant n°9 à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du
réseau de transports urbains Aix en Bus

Vote sur le rapport

Inscrits	91
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents

Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **18 OCT. 2017**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171012-2017_CT2_392-
DE
Date de télétransmission : 20/10/2017
Date de réception préfecture : 20/10/2017